

Chapitre 26

Une démographie urbaine d'« Ancien-régime » (1732-1831)

Pour pouvoir estimer le volume de la population qu'a pu contenir la ville entre 1792 et 1831, il apparaît nécessaire de retracer succinctement l'évolution générale de la population que connut la ville d'une manière générale, à partir du XVI^e siècle, période sur laquelle les informations chiffrées sur la population, bien qu'elles soient loin de refléter la réalité du nombre, et pour discutables qu'elles soient ; ne configuraient pas moins l'allure générale du mouvement de population au grès des événements politiques et socio-économiques qu'avait connu le Beylick de l'Ouest. Pour en juger néanmoins de la place qu'occupait Oran à la fin du XVIII^e siècle et premier quart du XIX^e siècle, au point de vue de l'importance numérique de la population dans le réseau urbain de la Régence ; une comparaison avec d'autres villes algériennes apparaît bien plus qu'évidente.

Aperçu de l'évolution de la population avant 1792

À en croire Léon l'Africain, Oran comptait au XVI^e siècle, plus exactement à la veille de la première occupation espagnole en 1509, 6.000 feux environ ; cela correspond selon René Lespès à un indice de 4,17 personnes par feu, soit un nombre de 25.000 habitants (1934, pp. 277-335). Nous savons par ailleurs, à travers diverses sources, que durant la première occupation espagnole, la ville qui fut entièrement privée de ses éléments autochtones musulman et juif qui l'abandonnèrent en masse ; elle aurait compté une population d'environ 6.000 habitants formée en majorité de militaires. Il paraît bien évident que ce dernier chiffre puisse apparaître comme singulièrement réduit par rapport au nombre de population que comptait la ville durant sa période musulmane (La Véronne, 1973, pp. 69-108).

Nous sommes amenés à constater que ce déficit démographique était resté pendant très longtemps constamment maintenu au niveau des 6.000 habitants. Durant les vingt quatre ans (1708-1732) de la première période algéro-ottomane, la ville ne réussit guère à retrouver sa population initiale d'avant 1509 ; au contraire, avec ses 2.000 âmes environs, si à peine elle

était arrivée à se maintenir au nombre de la période espagnole qui l'avait précédée.

Toutefois les recensements de la population, effectués à intervalles irréguliers durant la seconde occupation espagnole ; bien qu'épisodiques ne donnaient pas moins à voir comme assez fiables ; indiquent que, la population majoritairement espagnole, s'était notablement accrue entre 1732 et 1790.

En effet, un rapport officiel daté de 1758 donne pour la ville le nombre de 8.749 d'habitants. Tandis que le dénombrement effectué par Aranda en 1768-1769, avait permis d'évaluer la population de la ville à un total de 5.799 âmes, composée de 2.593 civils et de 3.206 militaires (Jimenez De Gregorio, 1968, pp. 185-187). Mais le recensement de 1770 donnait une estimation de 9 à 10.000 habitants.

En 1785, on observe que la population avait dépassé le cap des 10.000 habitants, soit 12.000. Tandis qu'en 1785, on fait le constat que le nombre de la population avait dépassé le cap des 10.000 habitants, soit 12.000. Ce dernier chiffre fut le même qui fut avancé par le voyageur allemand J. Ad. Furn von Rehbinder qui visita la ville en 1788¹. Or tout donne à penser que ce nombre de 12.000 habitants semble demeuré constant jusqu'au tremblement de terre de 1790 qui fit chuter le nombre de la population en raison des grosses pertes subies, estimées à environs 2.000 morts.

Au total, nous pouvons donc estimer que la population d'Oran avait été tout au long du XVIII^e siècle aux environs des 10.000 habitants.

Estimation du volume de la population entre 1792 et 1831

D'emblée, il convient de préciser que, l'absence de sources quantitatives sur la population et le manque d'intérêt des chroniqueurs algériens pour les supputations de populations, font que l'historien qui aborde cette période particulièrement sous l'aspect de la l'histoire démographique se trouve privé de tous moyens d'évaluation et de mesure du volume de population et de ses variations.

Aussi, il ne faut guère s'étonner que les seules sources quantitatives dont nous puissions disposer en pareil cas, sont immanquablement les estimations faites par les observateurs européens au cours des XVIII^e et XIX^e siècles (voyageurs, religieux, consuls, captifs etc.). Dans ce cadre, le capitaine du génie Boutin, dans son rapport sur la reconnaissance des villes de la Régence d'Alger, établi en 1808 ; il évalue la population d'Oran à 10.000 habitants (Boutin, 1830). Le consul des États-Unis à Alger, W. Shaler estime la population de la ville en 1822, à 8.000 habitants.

¹ Rehbinder, J. Ad. Furn von, *Nachrichten und Bemerkungen über den Algerischen Staat*, 3 vol., Erster Theil, Altona, 1798. Cité par Lespès, R. (1938). *Oran, Étude de géographie et d'histoire urbaines*. Paris : F. Alcan ; Alger : J. Carbonel.

Les estimations de la population de la ville effectuées par les observateurs français durant la colonisation ; commencent par celles du perspicace capitaine Rozet, qui l'évalue en 1831 à environ 10.000 habitants. Pellissier de Reynaud pense que, « quoique cette ville offre un développement très étendu, il paraît qu'elle n'ait jamais eu plus de 7 à 8.000 âmes de population sous les Turcs » (1854, p. 213).

Sur la base de ces premières supputations, un bon nombre d'historiens avaient essayé de s'approcher le plus près possible de la réalité du nombre de la population précoloniale de la ville. Malheureusement, aucun d'entre eux ne semblait tenir compte des estimations de ses prédécesseurs ; aussi, les diverses estimations tentées se sont-elles avérées aussi contradictoires et qu'imparfaites les unes que les autres. Dans cette veine, le colonel Derrien, estime ce nombre à 25.000 habitants (Derrien, 1886).

Cette estimation qui, à n'en pas douter exagère considérablement le nombre de la population d'Oran d'avant l'arrivée des Français, fut, malencontreusement reprise sans discernement par bon nombre d'auteurs. Seul, le Dr Gustave Sandras semble avoir douté de ce chiffre (Sandras, 1912). Tout à fait à l'opposé de Derrien, Robert Tinthoin, jugeait que « la petite cité turque groupait au maximum 5.000 habitants » (Tinthoin, 1954).

Par contre, l'un des auteurs les plus autorisés de l'histoire urbaine d'Oran, René Lespès s'était basé sur les évaluations des observateurs européens en particulier Shaler et Rozet, qui semblent être les seuls dont il estime les chiffres avancés dignes d'intérêt, pour se faire une idée de ce qu'était le nombre de la population de la ville qui, selon lui, « n'a guère dépasser dans ces dernières années du XIX^e siècle, 5 à 6.000 habitants », et il ajoute, « si l'on y comprend pas celle des deux grands faubourgs situés hors de ses murs, Karguentah à l'Est, et Raz-el-Ain, au Sud, au total 8 à 9.000 » (Lespès, 1934, pp. 277-335).

En définitive, si nous avons à retenir un chiffre, ne serait-ce qu'approximatif, pour la population d'Oran de cette époque, nous nous rallions faute de mieux à l'estimation avancée par René Lespès. Le chiffre de 5 à 6.000 âmes donné pour la population intra-muros semble plus près de la réalité ; à cause, ne l'oublions pas, du déficit en habitations et de l'état d'inhabitabilité d'une grande partie de l'ancienne ville espagnole ; du fait du terrible tremblement de terre de 1790. Ce qui faisait que la ville ne pouvait abriter plus d'hommes qu'elle ne pouvait en contenir et ; et c'est là que R. Lespès, avance l'idée du rôle joué par les deux faubourgs dans l'absorption du trop plein de populations. Nous ajouterons à cet égard, le rôle d'absorption et non des moindres que joua la *Ville-Neuve* créée en 1792.

Essai d'évaluation de l'importance numérique des différentes communautés urbaines d'Oran

Si nous sommes arrivé avec plus ou moins de bonheur à cerner même assez grossièrement les contours de la composante humaine du nouveau peuplement ; nous avons à peine, en revanche, essayer d'évaluer le nombre des éléments des différentes communautés ethniques et religieuses.

En effet, compte tenu de la complexité de la composante humaine des populations urbaines précoloniales, tant il est bien vrai que les aires de recrutement étaient différentes selon les villes. Il nous a parait nécessaire de tenter, à partir de différentes évaluations des volumes numériques des groupes socio-ethniques de quelques villes algériennes telles que : Alger, Tlemcen, Mazouna et Kalâa, d'essayer d'établir une comparaison avec le volume que devait théoriquement avoir la population d'Oran avant 1831.

À Alger, tout d'abord sur une population estimée à environ 30.000 habitants à la veille de 1830 ; les groupes socio-ethniques se répartissaient par volume numérique selon l'ordre suivant (Lacoste, 1960) :

- Hadars et Kourouglis	:	18.000	.....	60 %
- Juifs	:	5.000	.....	17 %
- Turcs	:	4.000	.....	13 %
- Noirs	:	2.000	.....	6 %
- Arabes et Berbères	:	1.000	.....	4 %
- Total	:	30.000		

Tlemcen, comptait selon l'officier français Tatareau 12 à 14.000 âmes, la même répartition s'établit comme suit (Tatareau, 1951, pp. 79-89) :

- Hadars	:	6 à 7.000	.....	54 %
- Turcs et Kourouglis	:	4.000	.....	30 %
- Juifs	:	2.000	.....	16 %
- Total	:	12 ou 14.000		

Selon Tatareau, Mazouna aurait compté en 1835 2.000 habitants environ, répartie entre 1.500 Hadars et 5.00 Kourouglis ; soit un pourcentage de 75 % pour les premiers et, 25 % pour les seconds (Tatareau, 1951, pp. 46-78). Tandis qu'à Kalâa, toujours selon Tatareau, la population de la ville était composée de 280 familles ; 200 d'origine hadria et 80 d'origine kourouglie. Soit, une répartition de 70 % de Hadars et 30 % de Kourouglis (Sari, 1970).

Pour essayer de voir qu'elle fut la proportion des différents groupes socio-ethniques à Oran ; il restait à établir un tableau comparatif faisant ressortir les différents taux propres à chaque groupe observé dans les villes susmentionnées.

Tableau n°1 : Estimation des proportions des groupes socio-ethniques par villes

Groupes socio-ethniques	Alger	Tlemcen	Mazouna	Kalâa
Hadars	/	54 %	75 %	70 %
Kourouglis	/	/	25 %	30 %
Hadars et Kourouglis	60 %	/	/	/
Turcs	13 %	/	/	/
Turcs et Kourouglis	/	30 %	/	/
Juifs	17 %	16 %	/	/
Noirs	6 %	/	/	/
Arabes et Berbères	4 %	/	/	/
Total	100 %	100 %	100 %	100 %

À la lumière des données de ce tableau, on peut aisément constater que l'élément Hadar est majoritairement présent dans l'ensemble des villes. Les Kourouglis, au statut ethnique imprécis, restent, tantôt assimilés aux Hadar, tantôt assimilés aux Turcs ; ce qui reflète manifestement leur double appartenance ethnique. Toutefois, bien que l'élément Kourougli soit numériquement plus nombreux que les Turcs d'origine ; cet élément n'a jamais, malgré plusieurs révoltes, réussi à se faire reconnaître comme identité ethnique et culturelle distincte des tenants de l'oligarchie ottomane (Boyer, 1970).

C'est sans nul doute, la composante ethnique du groupe des Berranis qui reste la plus mal connue ; tant il est bien vrai que l'éventail ethnique de ce groupe était des plus diversifié. Chaque ville recevait son flux migratoire de groupes Berranis en fonction de l'importance de son attrait économique. C'est néanmoins, l'élément berrani indiqué sous l'appellation des « Cabâiles » qui pose le plus de problème quant à sa identification, tant l'appellation varie-t-elle d'une région à une autre, bien qu'il s'agit en général de populations berbérophones. André Nouschi, estime pour sa part que, pour toutes les villes de la Régence d'Alger ; le groupe des « Cabâiles » était de 10 à 15.000 individus pour une population urbaine totale de 100 à 150.000 unités (Nouschi, 1973, pp. 269-275).

Concernant, les autres groupes berranis tels que les Noirs et les Mozabites ; nous savons qu'Oran a été, après 1792, leur lieu de destination privilégié. Sans toutefois préciser leur nombre, leur présence est attestée par plusieurs sources ; notamment les archives municipales qui font mention de cimetières propres à ces deux communautés et, dont l'importance des superficies laisse penser également à leur importance numérique.

En raison de leur appartenance à une communauté basée sur un particularisme ethno-religieux distinct, les Juifs semblent occuper dans la l'éventail socio-ethnique des populations urbaines algériennes un statut particulier. Il y a tout lieu de croire que leur nombre à Oran ait été assez

élevé au point de le rapprocher de celui de Tlemcen, en raison, d'une part, de la sollicitude du Bey Mohamed el Kébir à leur égard ; et d'autre part, à leur activité commerciale étroitement lié au trafic maritime du port d'Oran.

Or, si nous estimons que les proportions concernant les différents groupes socio-ethniques observées dans le tableau 1, soient généralement communes à presque toutes les villes algériennes. Il est permis de supposer que ces mêmes proportions soient applicables au cas d'Oran ; avec toutefois, quelques variantes dans le taux du volume numérique des groupes qui composaient la population d'Oran avant 1831. Ces taux devaient donc se répartir comme suit :

Tableau n° 2 : Estimation de la répartition proportionnelle par groupes socio-ethniques à Oran (1792-1831)

Groupes socio-ethniques	Proportions
Hadars	52 %
Kourouglis	15 %
Turcs	07 %
Juifs	06 %
Berranis	08 %
Tribus de la plaine d'Oran	09 %
Européens	02 %
Divers	01 %
Total	100 %

La place d'Oran dans le réseau urbain précolonial

Bien que l'opinion la plus communément admise accrédite l'idée que la population de l'Algérie précoloniale était à très forte dominante rurale (95 %).

Ce qui nous laisse croire par conséquent que les villes ne contenaient que 5 % de la population totale. Il est bien évident qu'une telle disproportion ne peut que nous amené à nous poser la question sur l'origine de cette supputation. Il semble en effet que, A. Nouschi, a été l'un des rares à avoir décelé, l'amalgame qui fut établi entre la population urbaine dans ses différentes composantes et la classe citadine, proprement dite, autrement les *Hadars* ; en expliquant que, « certains fondent sur l'assimilation qu'ils font de la notion musulmane de Hadrya, classe citadine de bourgeoisie culturelle, à la notion géographique de population urbaine » (Lacoste, 1960, p. 219). Ce qui, au demeurant, donne à penser que, « la population urbaine pouvait dépasser 15.000 habitants, 5 à 6 % de la population totale » (Lacoste, 1960, p. 219).

À titre comparatif, le tableau suivant permet de donner un aperçu de la répartition de la population de quelques villes algériennes par importance numérique.

Tableau n° 3 : Classement des villes par importance numérique (début du XIX^e siècle)

Villes	Nombre d'habitants
Alger	30.000
Constantine	25.000
Tlemcen	12 à 13.000
Oran	10 à 12.000
Mascara	9 à 10.000
Miliana et Médéa	7 à 8.000
Mazouna, Kalâa, Nedroma	2.500 à 3.000
Béjaïa, Jijel, Ténès	1.000 à 2.000

Il est intéressant de faire remarquer au vu de ce classement de quelques villes algériennes au début du XIX^e siècle que la population d'Oran, était inférieure à celle de Tlemcen et, à peine supérieure à celle de Mascara. Dès lors, on peut aisément classer la nouvelle capitale du beylick de l'Ouest dans la catégorie des centres urbains à taille moyenne de l'Algérie précoloniale. Comparativement à la population urbaine de quelques villes françaises durant la même époque, celle d'Oran, se situerait à égal niveau avec les villes de Sedan et d'Auxerre qui occupaient respectivement, les 77^{ème} et 78^{ème} place sur les 120 villes de la France en 1821 (Lepetit, 1988).

En somme, même avec des estimations approximatives, nous sommes ainsi donc bien loin des populations d'Alger et de Constantine qui paraissent comme les deux grandes villes susceptibles d'être comparées à d'autres villes arabes de l'empire ottoman (Raymond, 1985).

Les facteurs exogènes de la variation de la population urbaine

Les épidémies

Parmi les facteurs exogènes de variations de la population, il convient de mentionner en premier lieu, les épidémies qui, comme nous allons le voir, avaient en réalité toujours alterné avec des périodes de disettes sinon les accompagner.

En effet, le repeuplement de la ville commencé en 1792, s'inscrivait dans une période fortement caractérisée par une combinaison de famines et d'épidémies. Ces dernières, vont à partir de 1786 s'installer presque à l'état endémique. Cette année de 1786 va être marquée d'une pierre noire dans les annales locales, du fait de l'apparition d'une effroyable épidémie de

peste qu'on lui donna dans le Beylick de l'Ouest le nom de *Houbabat el Mjad* (la Peste des Nobles) en raison des très nombreuses qu'elle fit parmi les familles les plus riches et considérées de la région (Walsin-Esterhazy, 1849, p. 190).

Alors que la ville commençait à recevoir ses premiers candidats à l'installation, se déclara en 1793 une horrible famine qui désola tout l'Ouest de la Régence ; elle fut suivie en 1794, par la réapparition d'une épidémie de peste, la première du genre depuis la reconquête de la ville ; on désigna cette année sous le nom de *Am houbabat Osman*, en souvenir du fils du bey Mohamed el Kébir qui fut une de ses nombreuses victimes. Devant l'ampleur du mal, le bey dut se résoudre à quitter la ville avec toute sa famille et sa cour, pour aller camper dans la plaine de la M'léta.

L'épidémie de peste qui se déclara en 1797, connue sous le nom de la *Peste de la Mecque* fit encore plus de victimes que celle de 1794. Désormais, on attribua aux pèlerins qui revenaient de la Mecque l'introduction régulière du fléau par la voie maritime. La maladie plus ou moins érosive, visitera à intervalles réguliers le Beylick du Gharb et, ne ralentit ses ravages que pour reprendre encore plus furieusement en 1799. Elle atteint tout d'abord le Maroc en 1799-1800, ensuite elle s'étendit très rapidement à Tlemcen et Oran où, dans cette dernière ville, elle emporta les savants, Si Abdelkader Ben Senoussi Ben Daho Benzerfa ; son frère, Si el Hachemi et leur cousin, Si Mostéfa Ben Abdallah, l'historiographe du bey, auteur de la chronique connue sous le nom d'*El Rihla el Qamarya*².

En 1802 la peste refait son apparition avec encore plus de rage. Cependant une accalmie de quelques quatorze ans s'installe puis ; en 1816, le retour des pèlerins ramène de nouveau le fléau pestilentiel. L'année 1817, fut l'une des plus effroyables qu'elle eut à vivre Oran ; où, selon le rapport du consul britannique à Alger, les habitants mouraient en masse dans les rues. Cette peste fut suivie par celle de 1822-1823 qui emporta à Mascara, le 15 cha'ban 1238/ 28 avril 1823, l'historiographe et polygraphe Abou Ras En-Naciri (Bodin, 1924, pp. 21-61).

Comme on peut bien le noter ces « agressions épidémiques » comme les appelle Lucette Valensi, s'installent au Maghreb et dans le beylick de l'Ouest en particulier, d'une manière quasi-endémique à un moment fort de la relance ; d'une part, du repeuplement de la ville ; et d'autre part, du début du développement des échanges commerciaux par voie maritime notamment, avec l'Espagne et les Anglais de Gibraltar. Cependant, il est intéressant de souligner que cette situation épidémiologique a constitué non seulement un sérieux frein au développement de la population de la cité, mais elle a été constituée également une entrave aux échanges commerciaux avec les ports

² Ben Youssef Ez-Zayani, M. (1978). *Dalil el Hayrane wa Anis Es-Sahran fi Akhbar Madinati Wahran*, texte établi par Cheikh El-Mahdi Bouabdelli. Alger : Publications de la Bibliothèque Nationale d'Alger.

de la Méditerranée occidentale. En effet, il y a lieu de noter que les mesures de protection sanitaire prise par l'Espagne pour se protéger des épidémies en provenance des pays maghrébins en particulier d'Oran, à partir des Îles **Baléares**, essentiellement de Majorque (Bodin, 1924, pp. 21-61). Tandis qu'à Tanger, se réunissent en 1792, les consuls européens dont l'Assemblée prit le nom de *Junta de los Consules* qui était d'ailleurs à l'origine du Conseil sanitaire maritime. Cette *Junta* prit d'ailleurs en juin et octobre 1793, de très sévères mesures de précaution contre les navires en provenance des ports algériens ; alors aux prises avec la peste, et toujours pour la même cause décida de suspendre en juillet 1797 les communications par voie terrestre avec Oran (Raynaud, 1902).

Les famines

Le moins qu'on puisse remarquer dans de telles conjonctures ; c'est à l'évidence, le cycle récurrent des épidémies qui succèdent et/ou accompagnent les crises de subsistances provoquées par les calamités naturelles (sécheresse, épizooties, dévastation de sauterelles etc.)

Ainsi cette peste de 1786 déjà qualifiée de « Houbabat el Mjad », fut précédée, l'année précédente par celle désignée sous le nom de '*Am ech-char* (l'année de la famine), en raison de l'horrible disette dont la gravité était telle qu'on eut levé l'interdiction religieuse de la consommation de la viande de porc. Pendant cette année de grande famine, le bey Mohamed el Kébir fit importer une importante quantité de blé qu'il vendit à bas prix et, en distribua gratuitement une partie aux pauvres ; ainsi qu'il exonéra toute la population du paiement de l'impôt religieux '*achour*.

Durant le beylicat du bey Osman (1799-1802), l'épidémie de peste fut suivie par une terrible dévastation acridienne. Tandis que sous le bey Ali Kara Baghli (1812-1817), la famine revient plus horriblement encore ; ce qui entraîna une extraordinaire flambée des prix des denrées de premières nécessités.

Dans la série des périodes de calamités alternées épidémie-famine, l'année 1823 en fut un parfait exemple ; « cette année-là, rapporte Mazari, les populations furent privées de la pluie depuis le moment où elles eurent terminé leurs labours jusqu'à ce qu'il ne resta qu'un mois avant la fin de l'été ; à ce que rapporte la tradition non méprisable. À ce moment, Dieu envoya sa pluie bienfaisante aux créatures dans l'anxiété et le découragement prirent fin. Le grain poussa, la récolte vint à terme et la moisson fut faite. Les vœux des populations furent exaucés et elles louèrent et remercièrent Dieu du bienfait qu'Il leur accordait. Cette année reçut le nom d' "année de la récolte poussée en un mois", nom qui se transmet de bouche en bouche parmi les habitants des villes et des campagnes » (Bodin, 1924, p. 29).

Du temps de la grande disette qui avait sévi sous le règne du bey Hassan (1817-1831) ; ce dernier, en dépit de l'impitoyable répression qu'il fit subir aux populations qui étaient venues en aide aux insurgés confrériques des derqaoua et des tidjania, se montra d'une rare compassion et d'une grande clémence pour ses administrés, dont rares ont été les beys qui ont en avaient fait preuve depuis le bey Mohamed el Kébir. Il fit distribuer pendant toute la durée de la famine, du pain aux nécessiteux. D'où le nom de *'Am el Bacha* (l'année du Pacha) donnée à cette période.

L'insécurité due aux troubles socio-politiques

En plus des calamités naturelles, les populations aussi bien celles des villes que des campagnes, durent faire face à l'une des plus troubles situations politiques, en raison des soulèvements des confréries tidjania et derqaoua hostiles au pouvoir ottoman.

Sous le bey Mustapha el 'Adjemi (1802-1805), le soulèvement de la confrérie des derqaoua, cette « confrérie des pauvres » comme l'appelle Marcel Émerit ; encouragés par l'occupation de Mascara qu'ils avaient prise sans coup férir ; ils se livrèrent à des persécutions sur la population juive restée sans protection. Et ils menacèrent de faire subir le même sort aux juifs d'Oran, si cette ville venait par malheur à tomber entre leurs mains. Ces derniers devant la menace des Derqaoua, envoyèrent plusieurs familles à Alger (Bloch, 1886, pp. 85-104). Les derqaoua avaient tenté de prendre Oran mais ; ils y échouèrent lamentablement. Le bey Hassan (1817-1831) devait à son tour ; faire face aux menaces d'une autre confrérie saharienne, celle des tidjania.

En effet, les derqaoua plus disciplinés, conduits par leur chef spirituel, réussirent à rallier à leur cause une très grande partie des tribus de la plaine de Ghriss, notamment, les Hachem. Le bey, mieux aux faits de la guerre de mouvement que ses prédécesseurs et par une impitoyable répression réussit à repousser les insurgés aux confins sahariens et faire subir parmi les Hachem une terrible hécatombe.

Aux troubles sociaux provoqués par les soulèvements maraboutiques et aux calamités naturelles qui étant devenues quasi-récurrentes, les prix des denrées alimentaires ne cessaient de connaître des hausses vertigineuses. À toutes ces difficultés, venaient s'ajouter les crises monétaires dues à la dépréciation du cours de la monnaie comme ce fut le cas durant la grande dépréciation de 1814. En effet, cette année là, le dey Omar après une malheureuse tentative de révolte fut destitué et remplacé par le dey Ali Pacha. Celui-ci, ne tarda pas à dilapider à l'envie le trésor public, ce qui eut pour conséquence immédiate, la dépréciation de la monnaie dans toute la régence ; à telle enseigne que, le rial dourou, nous apprend le chroniqueur oranais, Messelem Ben Abdelkader, avait baissé de 15 à 12 ouqias ; tandis que le rial normal dit rial jazairi sa valeur avait chuté de 8 à 16 ouqias (Messellem Ben Abdelkader, 1974, p. 111). Ce qui eut pour effet une hausse

des prix généralisée jamais atteinte auparavant. En arrière-fond de cette crise, les agents du Makhzen, sans égard au grand dénuement des populations terriblement fragilisées par tous ces événements politiques et ces calamités naturelles ; pour renflouer les caisses du Makhzen, recourent à d'humiliants moyens d'exactions pour le recouvrement des impôts.

De toutes les situations d'insécurité qu'avait connues la ville depuis la reconquête d'Oran en 1792, c'est incontestablement l'occupation de la ville par le corps expéditionnaire français qui fut considérée comme la plus humiliante et la plus difficile à accepter.

Une chronique française de l'époque rapporte que, « les chefs et les gens de tribus, tous se mirent à parcourir la ville en criant aux armes, appelant les habitants maures d'abandonner leurs maisons et à se retirer avec eux dans les tentes arabes ; ce que firent effectivement tous les habitants car, en douze heures, hommes, femmes enfants et jusqu'aux vieillards, tous sortirent de la ville au nombre de plus de huit mille hommes ; les milices turques et les juifs furent les seuls qui restèrent en ville avec le bey Hassan » (Lefrancq, 1932, pp. 39-75). Les quelques familles de hadar qui étaient restées dans la ville occupée ne tardèrent pas à la quitter en raison des exactions exercées contre elles sous le commandement militaire du général Pierre Boyer. Ce dernier se livra en 1832 à une véritable opération de *nettoyage ethnique* avant la lettre. Opération qui poussa la population musulmane à l'exode massif. Cruelle perte pour la ville d'une très grande partie de sa population d'origine qui mettra plus d'un siècle, pour se mettre à égalité avec les autres communautés d'origine européenne (Coquery, 1962, pp. 169-187). Il semble que les Français en occupant Oran ; ne trouvèrent que 250 musulmans, il était relaté dans un rapport militaire que, « des témoignages irrécusables nous apprennent qu'ils avaient en effet abandonné la ville en masse » (Lespès, 1935, p. 236).

Quant au sort réservé aux éléments de la milice ottomane, il fut paradoxalement plus enviable que celui de la population autochtone. On en dénombra en décembre 1831, 90 éléments, « dont 27, relève un rapport, entrèrent dans les Chasseurs algériens, et 63 restés dans un profond dénuement, reçurent des vivres, des vêtements et une légère solde »³. D'autres sources font état de la présence également de « 250 Nègres et 200 Arabes improprement appelés Maures »⁴.

En fait, comme le reconnaît René Lespès, cette période trouble de l'occupation française de la ville avait été peu propice au retour dans la ville de l'élément musulman ; pour preuve, en 1838, on en dénombra 944, alors que les Européens à eux seuls, étaient déjà à 4.510 (Lespès, 1935, p. 236).

³ Tableau des Établissements Français en Algérie, 1839, p. 49.

⁴ Livre d'Or de l'Oranie, 1925.

Si à peine l'élément israélite avait-il commencé à se stabiliser dans la ville à la suite du recul de la menace confrérique des derqaoua et des tidjania ; l'occupation militaire française ne fut pas, contrairement à ce qu'on pouvait croire, un facteur de tranquillité pour la population juive. Cette dernière, à l'annonce des négociations entre le bey Hassan et le commandement militaire français pour l'occupation de la ville, préféra se réfugier à Tlemcen, en attendant que les nouvelles autorités d'occupation prennent des dispositions à son égard. Ce qui explique que la diminution notoire constatée en 1831 des juifs oranais, pouvait s'expliquer selon un observateur militaire, « par le retour à Tlemcen d'une grande partie des familles juives qui l'avaient quittée pendant la guerre » (Lespès, 1935, p. 236).

Au total, comme on a pu essayer de l'évaluer, la population d'Oran au lendemain de l'occupation française était ventilée comme suit (d'après le recensement du 4 février 1832) (Pellecat, 1930, pp. 205-208, p. 205).

Israélites	: 2.876
Européens	: 730
Musulmans	: 250
Total	: 3.856

Les pogroms contre les Juifs et les Européens

D'autre part, il est à noter que l'une des causes de la variation de la population non-musulmane, notamment israélite et européenne est à mettre sur le compte des émeutes et des exactions provoquées soit à l'occasion de pogroms soit à l'occasion de conflits avec les États européens ; dont nous avons étudié avec plus de détails les causes de leur lente évolution démographique dans le chapitre consacré à la reconstitution de la communauté juive en 1792.